



**AVIGNON**  
UNIVERSITÉ

## Projet de budget 2024 – note de présentation

DFACI / Agence comptable

---



## Table des matières

1	Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2024.....	4
1.1	Éléments externes à l'Université.....	4
1.2	Éléments internes à l'Université.....	5
1.2.1	Effectifs étudiants.....	5
1.2.2	Fondation universitaire .....	5
2	Axes d'élaboration du budget 2024 .....	6
2.1	Le budget de fonctionnement.....	7
2.2	Le budget de personnel.....	7
2.3	Le budget d'investissement.....	8
3	Budget agrégé en autorisations budgétaires .....	8
3.1	Les prévisions d'encaissement .....	8
3.1.1	Commentaires sur les recettes encaissables par nature .....	12
3.1.2	Commentaires sur la répartition des recettes par origine .....	13
3.2	Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et investissement .....	13
3.3	Les prévisions d'emplois et de masse salariale .....	14
3.3.1	Plafond d'emplois.....	14
3.3.2	Masse salariale .....	15
3.4	Les prévisions de décaissement .....	16
3.4.1	Dépenses de masse salariale .....	17
3.4.2	Dépenses de fonctionnement .....	17
3.4.3	Dépenses d'investissement.....	17
3.5	Le tableau des autorisations budgétaires .....	17
3.6	L'équilibre financier.....	17
4	La situation patrimoniale de l'établissement.....	18
4.1	Présentation .....	18
4.2	Le compte de résultat et le tableau de financement .....	19
4.3	Équilibres généraux.....	19
4.4	Soutenabilité budgétaire.....	20
	Glossaire .....	22

# 1 Éléments de contexte de l'élaboration budgétaire 2024

## 1.1 Éléments externes à l'Université

Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, l'élaboration budgétaire est réalisée dans un contexte de baisse générale de la démographie étudiante et de forte inflation des prix. Dans le même temps, compte tenu de des réserves financières identifiées dans les EPSCP, le ministère sollicite un effort accru de responsabilité budgétaire et une mobilisation plus large de leur fonds de roulement pour faire face aux mesures ministérielles non financées.

Les crédits du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche prévus dans le projet de loi de finances 2024 s'élèvent à 26,6 milliards d'euros (Md€) dont 15,2 Md€ pour le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire », 8,2 Md€ pour le programme 172 « Recherches scientifiques et technologies pluridisciplinaires » et 3,3 Md€ pour le programme 231 « Vie étudiante » soit une augmentation de 0,9 Md€ par rapport à 2023.

Les moyens nouveaux sont destinés à compenser de manière partielle mais pérenne les mesures salariales Guerini de l'été 2023 (155M€), la mise en œuvre pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive de la LPR (75M€), les mesures en faveur des doctorants (32M€). Des crédits sont prévus également pour soutenir l'adaptation de l'offre de formation dans les IUT (nouveaux développements, mise en place des BUT – 15M€) et la réforme des études de santé (7M€). Enfin, l'enveloppe de 35M€ ouverte en 2023 pour la mise en place des COMP sera pérennisée pour les établissements de la 2<sup>ème</sup> vague jusqu'à atteindre 100M€ annuels à terme.

Conformément au courrier du 6 novembre 2023, le ministère a indiqué les conditions de la compensation partielle des mesures prises le 12 juin dans le cadre des « rencontres salariales 2023 » portant sur la revalorisation indiciaire au bénéfice des agents de la fonction publique (augmentation générale de 1,5% de la valeur du point d'indice depuis le 1/07/2023, attribution de points d'indice supplémentaires pour les bas salaires depuis le 1/07/2023, attribution de 5 points d'indice supplémentaires à tous les agents à compter du 1/01/2024). A côté de ces mesures, le ministre de la Transformation et de la fonction publique a annoncé le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents dont la rémunération mensuelle est inférieure à 3250€ bruts ainsi que d'autres mesures complémentaires (reconduction de la garantie individuelle de pouvoir d'achat en 2023, revalorisation des frais de mission, augmentation de la prise en charge des abonnements de transports collectifs et revalorisation du barème de monétisation des comptes épargne temps).

Au titre de l'année 2024, seules les mesures indiciaires seront compensées à hauteur de 50%. Des compensations additionnelles pourront être allouées en cours de gestion 2024, sur la base des comptes financiers 2023, aux établissements les plus fragilisés.

De la même manière, compte tenu du caractère volatile des cours de l'énergie, le projet de loi de finances 2024 ne prévoit pas d'enveloppe. Les compensations éventuelles seront examinées en fin de gestion au regard des coûts réellement subis et de la situation financière des établissements.

## 1.2 Éléments internes à l'Université

### 1.2.1 Effectifs étudiants

Les effectifs étudiants continuent à baisser depuis 2021-2022. Les inscriptions se stabilisent autour de 6 890 cette année.

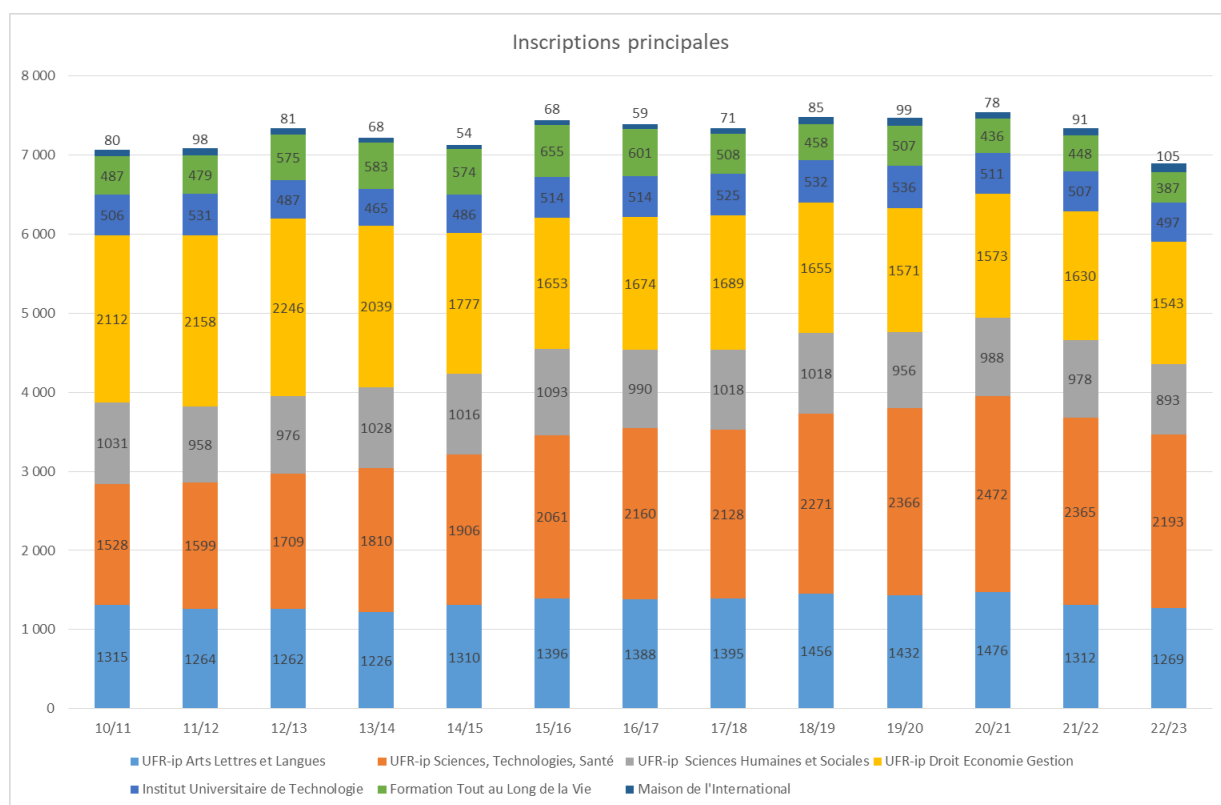


Figure 1 : effectifs étudiants au 15 nov. 2023

### 1.2.2 Fondation universitaire

Depuis 2023, l'autorité des normes comptables a précisé que les comptabilités de la fondation et de l'établissement principal ne devaient plus être agrégées. Cette directive est mise en œuvre pour les fondations universitaires à compter de 2024. Les comptes de la fondation sont présentés annexés aux comptes de l'université et seront votés séparément du budget initial de l'établissement.

Le conseil de gestion de la fondation universitaire d'Avignon, renouvelé depuis 2021 et présidé par Philippe Obert, professeur d'université, s'est réuni le 28 novembre 2023 pour délibérer sur un projet de budget pour 2024. Faisant montre de prudence, cette instance a arrêté un budget se limitant à l'emploi du reliquat de dotation consommable, soit 23 000€ dont une prévision de dépenses de 5 000€ de personnel et de 18 000€ de fonctionnement, et une prévision de recettes de 12 000€ ; dont résulte un solde budgétaire déficitaire de 11 000€.

D'un point de vue patrimonial, le résultat prévisionnel de la fondation affichera un déficit et une insuffisance de financement de 11 000€. Après prélèvement sur le fonds de roulement, celui-ci s'élèvera à 252 420€ dont 250 000€ de part non consommable.

## 2 Axes d'élaboration du budget 2024

Ce budget traduit la stratégie définie dans la lettre de cadrage du 9 juin 2023 et validée lors du débat d'orientation budgétaire du 27 juin dernier. Les orientations stratégiques fortes d'AU sont aujourd'hui clairement définies, et engagées via les projets validés et financés dans le cadre des PIA, ainsi qu'avec les partenaires de l'établissement. La réalisation du contrat quinquennal 2018-2023 a tracé une trajectoire qu'il s'agit d'une part de stabiliser dans le cadre du futur contrat quinquennal 2024-2029 et d'amplifier sur l'ensemble des missions.

Même si le projet AME (Avignon Université Moteur d'Ecosystèmes territoriaux) soumis en réponse à la troisième vague de l'appel à projets ExcellencES n'a pas été lauréat, il constitue néanmoins l'ossature de la projection d'AU dans les dix prochaines années.

La politique de différenciation initiée par AU il y a plus de 20 ans, s'est accélérée ces dernières années. Elle structure maintenant l'ensemble du projet d'établissement autour de deux thématiques – Agrosciences et Culture, patrimoine, sociétés numériques – et des partenariats académiques majeurs, INRAE et CNRS en particulier. Ce processus de différenciation conduit désormais l'établissement à repenser son organisation interne et ses interfaces avec son environnement socio-économique. La nouvelle architecture de l'établissement associe deux Instituts thématiques, internes à l'établissement, et deux Villas, espaces communs incarnant les écosystèmes liés aux axes de différenciation. AME se concentre sur quatre grandes transitions directement liées aux axes identitaires d'AU : transitions socio-environnementale, agro-alimentaire, numérique, culturelle. Il vise à accélérer l'émergence d'approches globales de ces transitions, en considérant les systèmes à l'œuvre ou impactés et en mobilisant la diversité des compétences scientifiques et socio-économiques qui leur sont liées. Le projet s'appuiera sur la création de lieux incarnés où chercheurs, étudiants, entreprises coconstruisent cohabitent et coopèrent. Il se concentrera sur deux instruments majeurs – les Openlabs sur les Campus de l'innovation – qui s'intégreront à une architecture d'établissement repensées autour des Instituts et des Villas.

Ce nouveau cadre lui permettra de développer encore plus fortement ses objectifs majeurs :

- renforcer la recherche partenariale ;
- amplifier la professionnalisation de ses formations via l'alternance, améliorer la réussite en licence, développer des masters d'excellence en renforçant la part de la recherche et de l'innovation au sein de ses formations ;
- généraliser l'initiation à l'entrepreneuriat ;
- s'ouvrir davantage à son environnement à travers des tiers-lieux universitaires, des outils et plateformes.

Le budget 2024 sera au service de la stratégie de l'établissement, tout en restant soumis à de fortes contraintes. Il s'agira d'assurer la maîtrise des dépenses de fonctionnement ainsi que de la masse salariale en lien avec les moyens 2024-2025, en honorant les engagements pris dans le cadre du CPER et en adaptant le programme pluriannuel d'investissement initié en 2018 et enrichi au fil des ans.

## 2.1 Le budget de fonctionnement

Les importants surcoûts de l'énergie et des biens de consommations vont lourdement peser sur le budget de fonctionnement. Les dépenses de fluides pourraient encore augmenter fortement tandis que l'inflation impacte aussi depuis trois ans les produits et services.

Parallèlement, l'établissement a mis en œuvre depuis 2022 une démarche volontaire de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement avec la réduction de ses consommations notamment d'énergie grâce à des travaux de rénovation énergétique entrepris depuis plusieurs années, mais également de fournitures, de documentation, de communication... et la couverture étendue de ses achats par des marchés publics et des marchés plus performants, par exemple dans les domaines du nettoyage et du gardiennage. D'autres dépenses, en revanche, viennent peser lourdement sur le budget de fonctionnement de l'établissement: il s'agit des dépenses de système d'information dont le périmètre est en augmentation constante et dont certaines dépenses, telles que l'acquisition de logiciels, jusque-là financées en investissement, sont désormais considérées comme des dépenses de fonctionnement. Ces surcoûts en fonctionnement sont estimés à 250k€ depuis les cinq dernières années.

Dans ce contexte, l'établissement a décidé de réduire les enveloppes recherche et formation pour 2024, comme cela a été voté par le conseil d'administration du 16 mai 2023 conformément aux prévisions de baisse de SCSP de fonctionnement.

Enfin, l'établissement prendra en compte le développement durable et la protection de l'environnement dans ses dépenses de fonctionnement en supprimant les impressions et photocopies inutiles, en poursuivant l'objectif de suppression des imprimantes jets d'encre personnelles en intégrant des critères de développement durable dans sa politique d'achat. Cette année, dans le contexte de surcoût énergétique général, il veillera encore plus particulièrement aux économies d'eau et d'électricité. L'établissement s'attachera à favoriser toutes mesures de sobriété et de performance énergétiques, à déployer des actions volontaristes contenues dans le schéma directeur de développement durable et de responsabilité sociétale (DDRS). Son « schéma de la durabilité » est en cours d'élaboration et doit structurer la réponse d'AU aux enjeux du plan climat biodiversité du ministère dans une perspective qui implique de nombreux services dans un cadre budgétaire très contraint.

## 2.2 Le budget de personnel

Après une augmentation constante entre 2020 et 2022 principalement grâce aux financements exceptionnels reçus de la tutelle, l'effectif du personnel employé par l'université se stabilise en 2023 (+ 9,2 ETPT de mai 2021 à mai 2023).

En 2022, la balance positive des entrées et des sorties en matière d'effectif a fait peser une lourde charge et a limité de manière importante les possibilités de l'établissement pour 2023. L'effet extension année pleine des créations liées aux campagnes d'emplois s'élève en moyenne à 936 k€ par an entre 2020 et 2022. Ce phénomène est accentué par le glissement vieillesse technicité en augmentation constante, passant de 158 k€ en 2020 à 345 k€ en 2021 et 471 k€ en 2022 pour enfin se stabiliser à 460 k€ en 2023. Les repyramidages d'emplois tant E-C que BIATSS impactent la masse salariale en moyenne de 40 k€ par an depuis 4 ans. Enfin les mesures nouvelles intervenues entre 2021 et 2023 génèrent des effets importants sur la masse salariale, notamment la revalorisation du point d'indice et les relèvements successifs du SMIC (+1,7 Md€), la LPR (+ 554 k€), la

protection sociale complémentaire, l'indemnisation du télétravail ainsi que le forfait mobilités durables revalorisée (+190 k€ au total pour ces trois mesures). Le retrait de la dotation sociale des crédits ORE par le ministère à hauteur de 530k€ affecte, de manière déterminante et vraisemblablement définitive, les capacités financières de l'établissement.

Si dans les années passées, des moyens spécifiques (appels à projets, formation en alternance, etc.) ou des départs et vacances de postes offraient des marges de manœuvre de masse salariale, de telles opportunités n'ont pas été identifiées pour 2024.

De manière certaine, seuls deux postes d'enseignants-chercheurs seront libérés au dernier trimestre 2023. Cependant un poste sera utilisé afin de permettre la réintégration d'un maître de conférences. La campagne d'emplois concernera, à titre prévisionnel :

- 1 emploi de maître de conférences ;
- 1 professeur des universités en repyramidage ;
- 2 emplois BIATSS en repyramidage (1 IGE et 1 TECH).

Enfin, afin de sécuriser la trajectoire financière de l'établissement, les enveloppes d'heures de cours complémentaires utilisées par les composantes ont été réduites, hormis celles de l'IUT pour la mise en place des BUT.

### 2.3 Le budget d'investissement

2024 sera la sixième année de mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissement. Dans un contexte de déficit, réalisé en 2022 (-670k€) et prévisionnel pour 2023 (-1,28 M€), l'établissement est autorisé à puiser dans son fonds de roulement qui, par conséquent, diminue progressivement chaque année. L'établissement a ainsi décidé, dans la cadre de la prochaine mandature, de se recentrer sur les opérations du CPER 21-27 auquel il participe financièrement à hauteur de 3M€.

Ainsi le PPI portera sur les deux opérations du CPER « Rénovation de la bibliothèque universitaire » et « Villa naturalité » et sur la finalisation du plan de Relance. Les autres opérations d'investissement seront réévaluées chaque année afin de ne pas mobiliser le fonds de roulement.

Parallèlement, AU va poursuivre sa démarche et présenter de nouveaux projets, en vue d'obtenir les financements mis en place par le nouveau plan de relance prévu par le ministère.

## 3 Budget en autorisations budgétaires

### 3.1 Les prévisions d'encaissement

Les universités disposent depuis le 10 novembre dernier d'une pré-notification des moyens qui leur seront alloués pour l'exercice à venir. C'est sur cette base qu'AU a élaboré son budget, en y ajoutant les diverses ressources qu'elle est, d'ores et déjà, en mesure d'évaluer avec un degré de précision satisfaisant.

La pré-notification de subvention pour charges de service public (SCSP) correspond à :

<b>TOTAL MASSE SALARIALE ETAT DE LA SCSP</b>	<b>52 316 947</b>
--	-------------------

<b>TOTAL HORS MASSE SALARIALE DE LA SCSP</b>	<b>4 250 884</b>
--	------------------

<b>DONT MASSE SALARIALE - actions spécifiques</b>	<b>152 615</b>
---	----------------

<b>DONT FONCTIONNEMENT - actions spécifiques</b>	<b>143 129</b>
--	----------------

<b>TOTAL SCSP (incl. actions spécifiques)</b>	<b>56 567 831</b>
---	-------------------

## AVIGNON

### DÉTAIL DE LA PRÉ-NOTIFICATION - EXERCICE 2024

	SCSP
<b>Crédits de masse salariale</b>	<b>52 316 947</b>
<b>Masse salariale</b>	<b>52 164 332</b>
Masse salariale	50 877 957
LPR 2022 - repyramidage ITRF	6 451
LPR 2023 - classement des jeunes chercheurs	11 813
LPR 2023 - création de nouveaux contrats doctoraux	33 066
LPR 2023 - refonte indemnitaire (accélération de la refonte indemnitaire des ESAS au 1er septembre 2023)	8 541
LPR 2023 - refonte indemnitaire (EC et ESAS)	245 530
LPR 2023 - repyramidage (EC et ESAS)	23 160
LPR 2023 - repyramidage (ITRF)	11 162
LPR 2023 - revalorisation des contrats doctoraux - cohortes 2020 et 2021	42 239
LPR 2023 - revalorisation indemnitaire ITRF et personnels de bibliothèque	16 868
LPR 2024 - classement des jeunes chercheurs	38 234
LPR 2024 - refonte indemnitaire (accélération de la refonte indemnitaire des ESAS au 1er septembre 2023)	17 082
LPR 2024 - refonte indemnitaire (EC et ESAS)	218 671
LPR 2024 - repyramidage EC	16 581
LPR 2024 - revalorisation des contrats doctoraux	26 967
Professionnalisation - aide aux BUT 3ème année	73 325
Rendez-vous salarial du 12 juin 2023	496 685
<b>Masse salariale - actions spécifiques</b>	<b>152 615</b>
<b>Crédits de fonctionnement</b>	<b>4 250 884</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>3 424 734</b>
Fonctionnement	3 447 037
Groupement de commandes 2019-2023 avec Elsevier - contribution 2023	-81 041
LPR 2024 - dotation au démarrage	38 738
<b>Compensation des exonérations de droits d'inscription</b>	<b>483 021</b>
Exonération des droits d'inscription pour les étudiants boursiers	483 021
<b>Opérations immobilières</b>	<b>200 000</b>
Dotation mise en accessibilité	100 000
Dotation sûreté	100 000
<b>Fonctionnement - actions spécifiques</b>	<b>143 129</b>

## AVIGNON

### DÉTAIL DES ACTIONS SPÉCIFIQUES DE LA PRÉ-NOTIFICATION - EXERCICE 2024

SCSP	
<b>Masse salariale - actions spécifiques</b>	<b>152 615</b>
DGESIP B2-2 - Département de l'allocation des moyens	
Egalité des chance - PPPE - rentrée 2024 (tiers d'année) et montées de cohorte	127 167
DGESIP-DGRI A - Service de la coordination des stratégies de l'enseignement sup. et de la recherche	
IUF Compensation PEDR	9 000
IUF Décharges enseignements	16 448
<b>Fonctionnement - actions spécifiques</b>	<b>143 129</b>
DGESIP A2-1 - Département des aides aux étudiants	
Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport)	113 129
DGESIP-DGRI A - Service de la coordination des stratégies de l'enseignement sup. et de la recherche	
IUF Crédits scientifiques	30 000

Le tableau ci-après donne un aperçu de la progression des SCSP reçues depuis 2012.

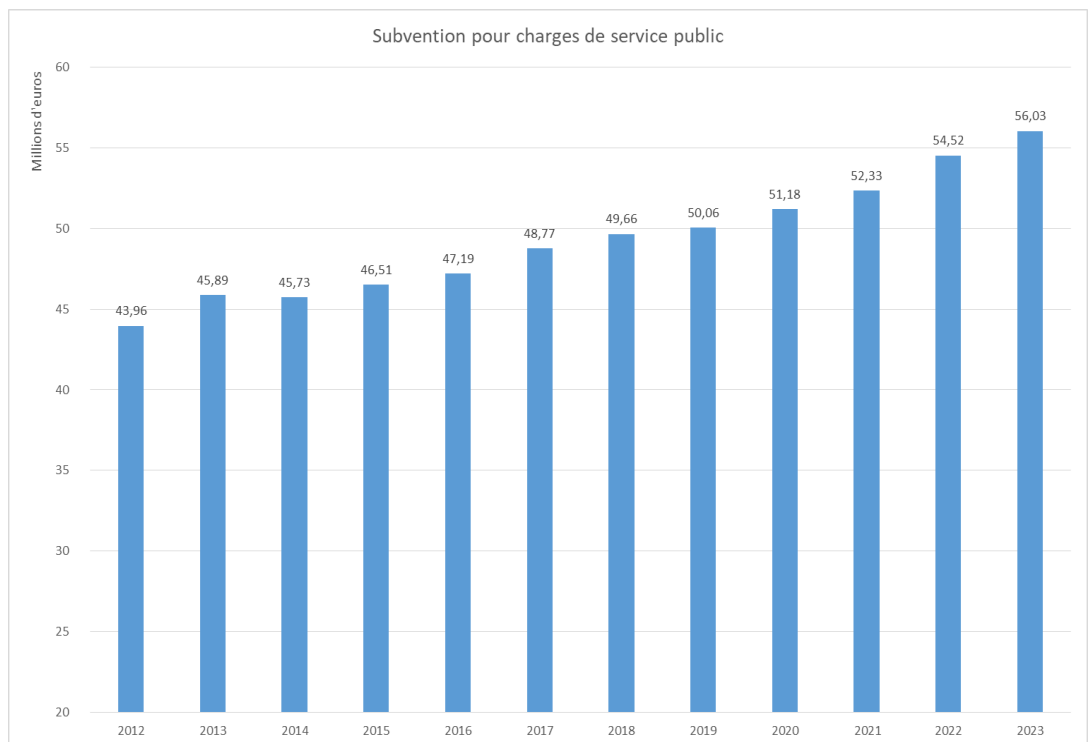


Figure 2 : évolution de la SCSP entre 2012 et 2023

Une légère réévaluation de la SCSP à hauteur de 56 589 625€ a été réalisée afin de prendre en compte le financement des dispositifs annuels qui n'apparaissent pas dans la notification

initiale, soit 21,8k€ supplémentaires dont 18k€ au titre du handicap et 3,8k€ au titre des enquêtes d'insertion.

Les autres encaissements prévus sont constitués de la fiscalité affectée (recettes de CVEC essentiellement), des autres financements publics et des recettes propres réalisées par l'établissement.

#### **FISCALITÉ AFFECTÉE**

Contribution à la vie étudiante et de campus (prévision réalisée au vu de l'exécution 2022 et du BR3 2023)	420 000
--	---------

<b>TOTAL FISCALITE AFFECTÉE</b>	<b>420 000</b>
---------------------------------	----------------

#### **AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS**

Subventions Région	123 624
--------------------	---------

Union européenne	287 040
------------------	---------

Agence nationale de la recherche	2 661 675
----------------------------------	-----------

Autres subventions	2 560 367
--------------------	-----------

Autres recettes	34 200
-----------------	--------

<b>TOTAL AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS</b>	<b>5 666 906</b>
--	------------------

#### **RECETTES PROPRES**

##### **Droits universitaires**

La prévision a été établie sur la base de l'exécution passée, le nombre d'inscrits étant en diminution.	<b>720 000</b>
---	----------------

##### **Formation continue**

La prévision a été établie sur la base des remontées des services et composantes et traduit une légère progression des prévisions de recettes liées à l'activité de formation continue à Avignon Université.	<b>1 627 140</b>
--	------------------

##### **Taxe d'apprentissage**

L'établissement a décidé de reconduire le montant 2023 compte tenu des retours de la plateforme Soltéa depuis octobre 2023.	<b>130 000</b>
---	----------------

### Contrats et prestations de recherche hors ANR

L'activité de recherche reste soutenue. La prévision de recette sur ce poste se stabilise autour d'un million d'euros. **999 777**

### Autres recettes

Dont formations par alternance de l'IUT, valorisation de la recherche, divers projets de recherche, locations de salles et autres ressources « patrimoine immobilier », financement activités sportives, édition et documentation, vente d'encarts publicitaires, dons (Fondation) **883 460**

**TOTAL RECETTES PROPRES 4 360 377**

**TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES ENCAISSABLES 67 036 908**

### *Commentaires sur les recettes encaissables par nature :*

La SCSP devrait connaître en 2024 une augmentation d'environ 1,3 M€ euros par rapport à la notification initiale 2023 soit 1,4 M€ de plus en masse salariale et 0,1 M€ de moins en fonctionnement.

Le fonctionnement baisse sur les lignes relatives aux congés de reconversion thématique (-10k€), aux aides pour les étudiants boursiers (-60k€) et à l'aide au démarrage des jeunes chercheurs (-46k€).

La masse salariale voit un certain nombre de mesures soclées (+2,5M€), liées à la hausse du point d'indice de 2022 (1,4M€) à divers dispositifs salariaux (0,8M€) et au Service de santé étudiant (300k€ reçus en notification intermédiaire 2023). Etant soclés, ces financements n'apparaissent plus dans la SCSP initiale de façon explicite (-2,2M€); seules les mesures nouvelles 2024 sont détaillées dont 380k€ de LPR, 500k€ liés à la compensation partielle des mesures indiciaires des « rencontres salariales » du 12 juin 2023, 73k€ pour le BUT ainsi que 92k€ pour le dispositif égalité des chances au titre des mesures spécifiques (+1,1M€).

**Important :** les recettes budgétaires (tableaux 2, 3 et 4) correspondent aux encaissements de l'exercice et se traduisent par des flux monétaires entrants. (les produits calculés sont donc exclus du périmètre, les encaissements prévisionnels dont le fait générateur se situe sur les exercices antérieurs y sont en revanche inclus). Dans le même temps, les recettes figurant dans le tableau 6 incluent les produits calculés, ainsi que des produits qui ne donneront lieu à encaissement que lors des exercices ultérieurs.

**Cas des recettes fléchées :** conformément à la réglementation, Avignon Université a décidé de continuer de flécher pour 2023, un certain nombre de recettes, dès lors qu'elles répondent aux critères suivants :

- financements dont l'attribution définitive est soumise à justification des dépenses correspondantes auprès du financeur ;
- opérations dont le montant est significatif au regard du budget de l'établissement (supérieur à 700 000 euros).

Les opérations retenues par l'établissement sont :

- l'opération CAPACITE, réponse à l'appel à projet « nouveaux cursus universitaires » financé par le plan d'investissements d'avenir (PIA 3) [7,9 M€] ;
- le projet IMPLANTEUS, réponse à l'appel à projets d'écoles universitaires de recherche (EUR) du PIA3 [5,0 M€] ;
- le projet PANORAMA (PIA territoires d'innovation pédagogique (TIP) volet « orientation vers les études supérieures ») [0,73 M€] ;
- le projet ASDESR « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » [2,0 M€];
- le CPER « Contrat de plan Etat-Région » 2021-2027 portant sur la rénovation de la bibliothèque universitaire [4,1 M€].

*Commentaires sur la répartition des recettes par origine :*

Les recettes encaissables d'Avignon Université se répartissent, par ordre décroissant, de la manière suivante :

Subvention pour charges de service public	56 589 626
Autres subventions	2 560 367
ANR investissements d'avenir	1 807 330
ANR hors investissements d'avenir	854 345
Formation continue, diplômes propres et VAE	1 627 140
Contrats & prestations de recherche hors ANR	999 777
Droits d'inscription	720 000
Autres recettes (hors subventions)	689 993
Fiscalité affectée	420 000
Union européenne	287 040
Valorisation	210 167
Taxe d'apprentissage	130 000
Région	123 624
<b>TOTAL</b>	<b>67 036 908</b>

Comme on peut le constater, la dotation du MESRI continue de représenter l'essentiel des ressources encaissables de l'université (85 %), très loin devant toutes les autres. Les recettes propres représentent 6,5% de recettes encaissables.

### 3.2. Les prévisions d'autorisations d'engagement en fonctionnement et en investissement

L'élaboration du budget d'engagement 2024 résulte, des conférences budgétaires menées avec les services et composantes de l'université ainsi que des travaux d'analyse des achats prévisionnels menés par les pôles « budget », « contrôle de gestion » et « marchés » de la DFACI.

Cette analyse a été conduite par typologie de contrats (marchés existants, renouvellements de marchés, marchés à bons de commande, commandes simples). Elle inclut les dépenses de logistique, de maintenance et les travaux immobiliers.

Autorisations d'engagement			
	BI 2023 (M€)	BR 3 2023 (M€)	BI 2024 (M€)
Personnel	56,06	56,86	57,78
Fonctionnement	10,55	10,83	10,80
Investissement	4,45	4,61	4,52
TOTAL DES DÉPENSES	71,06	72,31	73,09

Comparées à celles du budget rectificatif de 2023, les autorisations d'engagement du budget initial 2024 sont en hausse, traduisant principalement la prise en compte de la hausse de la masse salariale qui représente 79% du budget en 2024.

### 3.3 Les prévisions d'emplois et de masse salariale

#### Plafond d'emplois

Le plafond d'emplois 2024 augmente très légèrement par rapport à celui de 2023 ; seule la répartition entre plafonds et catégories évolue par rapport au budget précédent.

Le plafond d'emplois global est fixé à 748 ETPT et se décompose en un plafond État de 612 ETPT et un plafond Ressources Propres de 136 ETPT. Pour mémoire, la consommation d'emplois s'élève à fin novembre 2023 à 722 ETPT, soit 609 sous plafond État et 113 sous plafond ressources propres.

Le tableau ci-après donne un aperçu de la progression des plafonds et des consommations d'emplois depuis 2012.

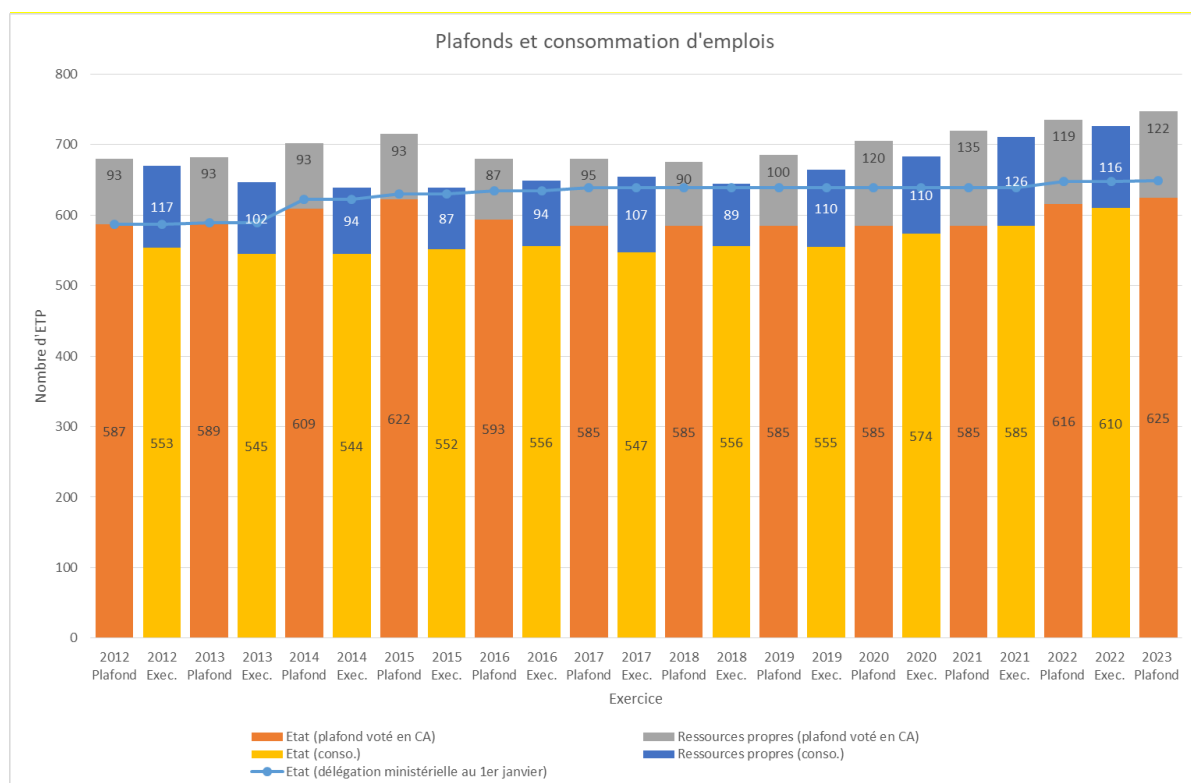


Figure 3 : plafonds et consommations d'emplois de 2012 à 2023

## Masse salariale

Les dépenses de masse salariale devraient connaître en 2024 une augmentation de **912 716 euros** par rapport au budget rectificatif 2023, soit **1,6 %** (+ **3,1 %** par rapport au budget initial 2023).

Les principaux déterminants de cette évolution sont les suivants :

1. l'extension en année pleine (EAP) du schéma d'emploi 2023 réévalué (**+ 251 732 €**) qui correspond à l'EAP des départs 2023 et des recrutements réalisés au titre de la campagne d'emplois 2023 ;
2. l'EAP des repyramidages réalisés en 2023 (**+ 18 300 €**) ;
3. les mesures générales avec la hausse de la valeur du point d'indice en EAP 2023 sur 2024, l'augmentation de 5 points d'indice au 01/01/24, la revalorisation des comptes épargne temps de 10%, la majoration de 25% du plafond de remboursement transport. Soit un total pour l'ensemble de ces mesures évalué à (**+ 1 109 811 €**) ;
4. les mesures catégorielles avec la revalorisation des grilles des bas salaires BIATSS (**+ 41 713€**) ;
5. l'indemnitaire enseignant-chercheur prévu par la LPR, la revalorisation de la PES des 2<sup>nd</sup> degré ainsi que le doublement de leurs PRP (**+ 213 943 €**) ;
6. le glissement vieillesse-technicité (GVT) évalué à **339 325 €** sur la base « OREMS » 2022 selon la méthode diffusée par la tutelle ;
7. le schéma d'emplois prévisionnel pour 2024 (**- 47 535 €**), qui correspond aux départs prévus et aux départs statistiques 2024 ainsi qu'à la campagne d'emplois 2024, incluant également les prévisions de recrutements d'agents non titulaires ;
8. la structure des emplois 2024 (**+ 7 927 €**), qui correspond aux repyramidages arbitrés dans la campagne d'emplois ;
9. la variation des heures complémentaires (**106 000 €**) pour la mise en place du BUT.

Remarque : les éléments dont dispose Avignon Université la conduisent à envisager une reconduction du montant des charges à payer sur rémunérations d'un exercice sur l'autre, elle inscrira à ce titre au budget 2024 un montant de charges à payer strictement égal à la prévision 2023.

Le tableau ci-après donne un aperçu de la progression de la masse salariale depuis 2011.

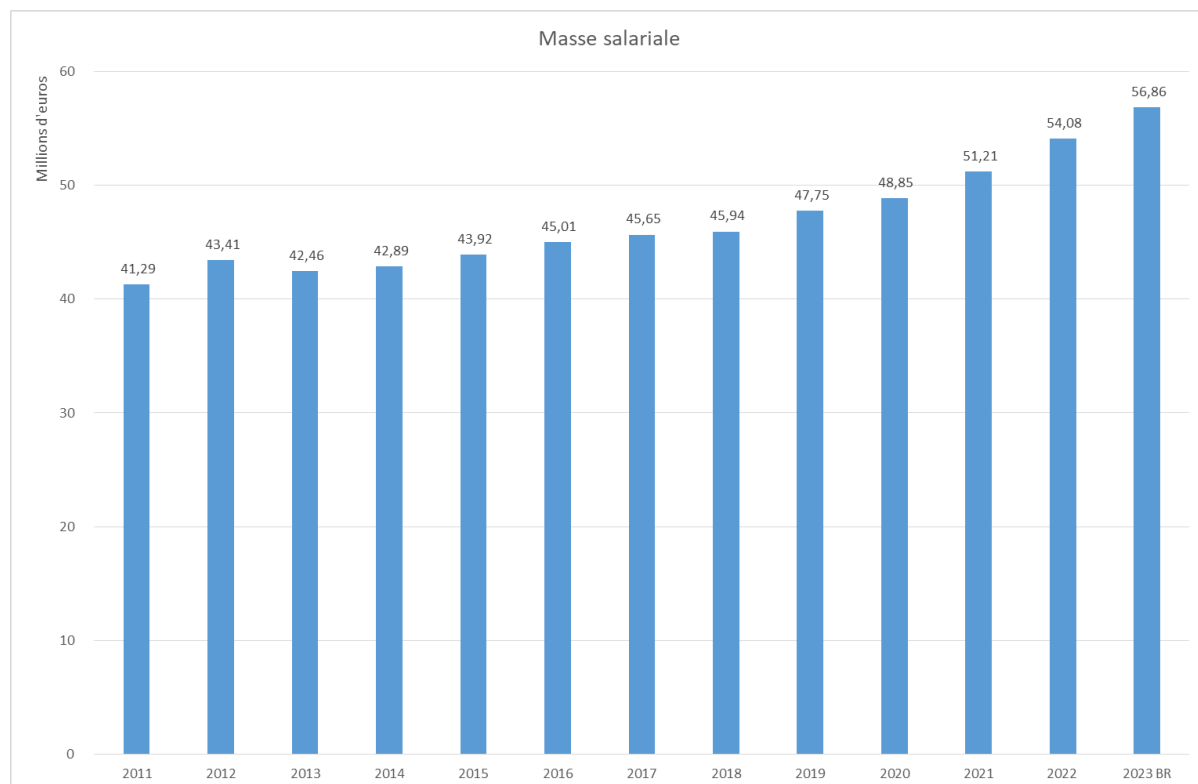


Figure 4 : évolution de la masse salariale de 2011 à 2022

### 3.4 Les prévisions de décaissements

Les crédits de paiement nécessaires à l'exécution budgétaire relèvent à la fois d'engagements antérieurs et de ceux qui seront pris lors de l'exercice 2024.

Crédits de paiement			
	BI 2023 (M€)	BR 3 2023 (M€)	BI 2024 (M€)
Personnel	56,06	56,86	57,78
Fonctionnement	10,33	10,64	10,78
Investissement	4,10	4,66	3,92
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>70,50</b>	<b>72,17</b>	<b>72,47</b>

## Dépenses de masse salariale :

Par convention, autorisations d'engagement et crédits de paiement de l'enveloppe de personnel sont égaux. Les crédits de paiement 2024 n'ont donc pas vocation à honorer des autorisations d'engagement consommées en 2023 ou avant.

En revanche, on peut s'interroger sur la pertinence d'un éventuel écart entre crédits de paiement et droits constatés. Or, les éléments dont dispose Avignon Université la conduisant à envisager une reconduction du montant des charges à payer sur rémunérations<sup>1</sup> d'un exercice sur l'autre, elle inscrira à ce titre au budget 2024 un total de décaissements sur charges à payer strictement égal au montant des charges à payer 2023. La seule différence entre dépenses (tableau 2) et charges (tableau 6) de personnel correspond donc aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations, qui relèvent de l'enveloppe des dépenses de personnel en comptabilité budgétaire et de celle des charges de fonctionnement en comptabilité patrimoniale.

## Dépenses de fonctionnement

Les crédits de paiement inscrits au budget 2024 sont, pour ce qui concerne l'enveloppe de fonctionnement, proches des autorisations d'engagement. Ils sont destinés à honorer les dépenses effectuées en 2024 en exécution des engagements qui seront pris en 2024, mais également à couvrir les dépenses correspondant à des engagements pris antérieurement. L'analyse des opérations pluriannuelles menée par la DFACI indique que l'écart entre les engagements pris en 2023 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2024, d'une part, et les engagements pris en 2024 qui donneront lieu à consommation de crédits de paiement en 2024 et ultérieurement, d'autre part, est peu significative, ce qui explique, in fine, qu'autorisations d'engagement et crédits de paiement inscrits au budget initial soient relativement comparables.

Les différences constatées entre les montants inscrits en crédits de paiement dans les tableaux 2, 3 et 4 en comptabilité budgétaire et les charges de fonctionnement du tableau 6 en comptabilité patrimoniale correspondent majoritairement à la dotation aux amortissements.

## Dépenses d'investissement

En section d'investissement, les AE sont supérieures aux CP d'environ 600 k€. Cela résulte d'un décalage dans les opérations immobilières qui consommeront plus d'AE que de CP en 2024 notamment avec le démarrage du CPER 2021-2027.

## Le tableau des autorisations budgétaires

Le déficit budgétaire prévisionnel, traduction d'un montant de décaissements supérieur à celui des encaissements, est le résultat de la volonté de l'établissement de mener les opérations d'investissement décrites plus haut. Il est accentué par une prévision de dépenses de personnel et de fonctionnement supérieure à la prévision de recettes.

## L'équilibre financier (tableau 4)

Ce tableau a pour objet de déterminer le montant de la variation de trésorerie, une fois pris en compte, outre l'exécution budgétaire, les décaissements et encaissements au nom et pour le compte de tiers, d'une part, sur comptes de tiers d'autre part.

Pour ce qui concerne les premiers, on considèrera que les sommes relatives à la mobilité internationale étudiante ne font que transiter par la caisse du comptable de l'établissement

---

<sup>1</sup> Heures complémentaires, congés annuels non pris, compte épargne temps, complément indemnitaire annuel

et que rien ne permet de penser qu'encaissements et décaissements annuels en la matière ne seront pas strictement égaux. En revanche, les décaissements de TVA devraient être inférieurs à la collecte de 69 660€.

Quant aux seconds, il s'agit de sommes en attente de régularisation, qui une fois les titres émis viendront abonder les recettes ou les dépenses budgétaires. Il est délicat d'estimer avec précision leur montant, tant en encaissement qu'en décaissement ; leur prévision a donc été réalisée au vu de l'exécution passée.

Au total la diminution de trésorerie sera donc de 5 140 595 €.

## 4 La situation patrimoniale de l'établissement

### 4.1 Présentation

Le budget initial 2024 présente un compte de résultat prévisionnel en déficit de **1 351 477 €**.

Comme le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche l'a indiqué, les réserves financières de notre établissement seront mobilisées le plus largement possible afin que les hausses de charges ne portent pas atteinte à notre campagne de recrutement ni ne viennent pénaliser les projets de recherche ou d'investissement.

Le déficit prévisionnel a plusieurs causes qui relèvent de la part non compensée des surcoûts énergétiques et de ceux liés aux « rencontres salariales 2023 » ainsi que des mesures diverses prises par l'Etat sans contrepartie financière pour les établissements :

- 450 k€ au titre de l'augmentation très importante du prix de l'énergie par rapport au niveau de 2021;
- 500 k€ au titre des mesures indiciaires financées à hauteur de 50%;
- 110 k€ au titre de la Garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) annuelle non financée ;
- 240 k€ au titre du plan Vigipirate qui induit un surcoût trimestriel de 60k€ tel qu'indiqué au ministère en novembre 2023 à la suite de la réactivation du dispositif national ;
- 60 k€ au titre des diverses mesures impactant le budget des établissements dont la revalorisation du barème de monétisation des comptes épargne temps (+7,5k€), l'augmentation de la prise en charge des abonnements de transports collectifs à 75% (+2,5k€) et la revalorisation des frais de mission (+50k€).

Des compléments de SCSP prévisibles viendront, en cours d'exercice, réduire ce déficit.

Ce budget prévoit un prélèvement sur fonds de roulement de **3 858 101 €**, destiné à financer ce déficit ainsi que des opérations d'investissement.

En droits constatés, sont inscrits 72 056 631 € en charges et en produits.

Les prévisions de charges et d'emplois se décomposent par enveloppe de la manière suivante :

- Personnel : 56 930 046 €
- Fonctionnement : 15 126 585 € (dont dotation aux amortissements : 3 800 000 €)
- Investissement : 3 915 532 €

Les prévisions de produits et de ressources se décomposent de la manière suivante :

- Fonctionnement : 70 705 155 €
- Déficit de fonctionnement : 1 333 477€
- Investissement : 218 908 €

L'IAF (l'insuffisance d'autofinancement) s'élève à **161 477 €**. Le prélèvement sur fonds de roulement finance les dépenses d'investissement et l'insuffisance de financement.

#### 4.2 Le compte de résultat et le tableau de financement

Voir liasse budgétaire.

#### 4.3 Équilibres généraux

Analyse de la trésorerie et du fonds de roulement

Comme on peut le constater la trésorerie devrait connaître une baisse de **5,14 millions d'euros**, dont 323k€ de part fléchée et 4 817k€ non fléchée.

Elle s'élèvera toutefois à **8,23 millions d'euros** à fin 2024.

Après prise en compte du budget rectificatif 2023, le fonds de roulement net global prévisionnel total 2024 s'établit à **3,05 millions d'euros** (15,25 jours de fonctionnement).

#### 4.4 Soutenabilité budgétaire

- Les opérations pluriannuelles
  - Les opérations liées aux recettes fléchées
    - Le projet CAPACITE, sélectionné dans le cadre de l'action « nouveaux cursus à l'université (NCU, PIA3) »

Cette opération est financée par l'Agence nationale de la recherche, pour le compte de l'État, à hauteur de 7,9 millions d'euros sur 10 ans. Elle a fait l'objet d'une convention au terme de laquelle l'établissement recevra 90% du montant de l'aide accordée sous forme d'avances annuelles réparties sur la durée du projet et le solde après présentation des relevés de dépenses finaux et validation du compte rendu de fin de projet.
    - Le projet IMPLANTEUS, sélectionné dans le cadre de l'action « écoles universitaires de recherche (EUR, PIA3) »

Cette opération est également financée par l'Agence nationale de la recherche, pour le compte de l'État, à hauteur de 5 millions d'euros sur 10 ans. Elle fait l'objet d'une convention avec l'ANR, du même type que la précédente.
    - Le projet PANORAMA 5 (Pour l'AccompagNement à l'Orientation et à la Réussite à Aix-Marseille Avignon et Toulon), sélectionné dans le cadre de l'appel à projets du PIA 3 « Territoires d'Innovation Pédagogique », qui fait l'objet d'un financement de 7,5 millions d'euros sur 10 ans.

Avignon Université, partenaire de l'opération, recevra à ce titre 730 000 euros.

- Le projet ASDESR « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » apportera un financement de 2 083 056€ sur 8 ans à AU [2,0 M€];
  - Le CPER 2021-2027 portera sur deux projets : le 1<sup>er</sup> concerne la « Rénovation de la bibliothèque universitaire » [4,1 M€] et fera l'objet de recettes fléchées. Le 2<sup>ème</sup> « Villa naturalité » [11,0 M€], dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le rectorat, est cofinancé par AU à hauteur de 2M€.
- Le programme pluriannuel d'investissement (PPI)
- Initialement doté de **6,83 M€** sur trois années (2018-2020), articulé en 6 grandes priorités d'action et financé pour moitié par prélèvement sur le fonds de roulement, il a fait l'objet de plusieurs avenants entre 2019 et 2023 afin d'en prolonger la durée et d'en abonder les moyens.
- En 2023, un dernier avenant a été présenté devant le conseil d'administration portant le PPI à **12,97 M€**.
- A compter de 2024, il a été décidé de recentrer le PPI sur les opérations du CPER afin de ne pas mobiliser le fonds de roulement en forte baisse ces dernières années de par la réalisation des nombreuses opérations d'investissement prévues mais également en raison de l'exercice déficitaire 2022 et de la prévision de déficit 2023.
- Dans le même temps, hormis le solde du plan de relance (168k€), AU ne prévoit en 2024, qu'une recette de 50k€ fléchée au profit du CPER 2021-2027 portant sur les études pour l'opération « rénovation de la bibliothèque universitaire ».
- Les opérations pluriannuelles de recherche
- Avignon Université a vu l'activité de ses laboratoires s'accroître significativement. Cela se traduit, notamment, par la signature d'importants contrats avec des partenaires industriels de premier plan et, donc, des prévisions de recettes en forte hausse dans le domaine de la recherche.
- À l'issue de l'exercice budgétaire 2024, resteront à engager **5,9 millions d'euros**, et à payer **0,14 million d'euros** sur les autorisations d'engagement consommées antérieurement à 2024.
- Dans le même temps, AU prévoit d'encaisser **2,26 millions d'euros** en 2024 et **6,03 millions d'euros** les années suivantes.
- Les opérations pluriannuelles d'enseignement
- Cf PANORAMA et NCU

○ Tableau général de soutenabilité

Examen à long terme

Données à prendre en compte : trésorerie, restes à payer, programmation pluriannuelle (restes à engager, restes à encaisser => colonnes 9 et 10 du tableau des opérations pluriannuelles en exécution).

Niveau de trésorerie final N (8,23M€) + restes à encaisser N+1 et suivants (13,12M€) ≥ restes à engager + restes à payer N+1 et suivants (16,93M€)

Niveau de trésorerie final N + restes à encaisser N+1 et suivants ≤ restes à engager + restes à payer N+1 et suivants

Examen à court-moyen termes

Données à prendre en compte : solde budgétaire, variation de fonds de roulement, variation de besoin en fonds de roulement, et variation de trésorerie.

	Solde budgétaire > 0		Solde budgétaire < 0 (-5,43M€)	
	Variation de Trésorerie > 0	Variation de Trésorerie < 0	Variation de Trésorerie > 0	Variation de Trésorerie < 0 -5,14M€
Variation du Fonds de Roulement > 0	Variation du BFR < ou > à 0	Variation du BFR > à 0	<div>Variation du BFR &gt; à 0</div> <div>Variation du BFR &lt; à 0</div>	Variation du BFR > à 0
Variation du Fonds de Roulement < 0 (-3,86M€)	Notamment si le BFR est structurellement négatif	<div>Variation du BFR &gt; à 0</div> <div>Variation du BFR &lt; à 0</div>	Variation du BFR < à 0	Variation du BFR > à 0 (1,28M€)

- Examen à long terme

Les restes à engager et les restes à payer sur opérations pluriannuelles, soit **16,93 millions d'euros**, sont sensiblement inférieurs à la somme du niveau de trésorerie final prévu en fin d'exercice et des restes à encaisser sur ces mêmes opérations (**21,35 millions d'euros**) en confirmant le caractère soutenable.

- Examen à court et moyen termes

Nous nous trouvons ici en présence d'un solde budgétaire, d'une variation de fonds de roulement et d'une variation de trésorerie négatifs. Une lecture rapide de ces indicateurs pourrait laisser penser que le risque d'insolvabilité est élevé.

Cette interprétation est à nuancer, dans la mesure où l'impact négatif sur le solde budgétaire est généré en grande partie par le programme d'investissements et accentué par les mesures de l'Etat non financées alors que la trésorerie et le fonds de roulement s'étaient accrus au cours des exercices antérieurs.

## Glossaire

**ABES** : agence bibliographique de l'enseignement supérieur

**Achats** : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières, matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

**ANRS-MIE** : Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales – maladies infectieuses émergentes

**ATER** : attaché temporaire d'enseignement et de recherche.

**Autorisations d'engagement (AE)** : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

**BIATSS** : personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé.

**Capacité d'autofinancement** : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

**Charges** : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

**Charges à payer** : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

**Charges calculées** : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

**Charges de personnel** : voir *dépenses de personnel*

**Charges décaissables** : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

**Charges patronales** : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

**CIA** : complément indemnitaire annuel.

**CNESER** : conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**Compte de résultat** : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

**Compte financier** : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

**CPER** : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

**Crédits de paiement (CP)** : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

**CSG** : la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2018, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2018, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

**CVEC** : contribution de vie étudiante et de campus.

**Dépenses de personnel** : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

**DGESIP** : direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

**Dotation aux amortissements** : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

**Droits constatés** : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

**DSG** : dialogue stratégique et de gestion.

**EAP** : extension en année pleine.

**EUR** : école universitaire de recherche.

**Fonds de roulement** : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

**GBCP** : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

**GVT** : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

**IFSE** : indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

**IFSI** : institut de formation en soins infirmiers

**IGAENR** : inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, devenue :

**IGÉSR** : inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

**ITRF** : ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation

**LaPEC** : le laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

**LFI** : loi de finances initiale

**LMD** : parcours licence master doctorat.

**Loi ORE** : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2018, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]).

**LPR** : loi de programmation pour la recherche.

**LRU (loi)** : libertés et responsabilités des universités.

**Mires** : mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (budget Lolf).

**MESRI** : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

**NCU** : nouveaux cursus universitaires.

**Part consommable** : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

**PPI** : programme pluriannuel d'investissement.

**PPCR** : parcours professionnels, carrières et rémunérations.

**PRAG** : professeur agrégé (enseignant du second degré affecté dans le supérieur).

**PRCE** : professeur certifié (enseignant du second degré affecté dans le supérieur).

**Prestations internes** : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

**Produits** : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

**Produits encaissables** : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

**Programme pluriannuel d'investissement (PPI)** : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

**Rémunérations accessoires** : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

**Rémunérations principales** : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

**Ressources propres** : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

**Résultat de fonctionnement** : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

**RIFSEEP** : régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel.

**SCSP** : subvention pour charges de service public.

**Services à comptabilité distincte** : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

**SFR** : structure fédérative de recherche.

**Solde budgétaire** : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

**Subvention pour charges de service public (SCSP)** : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

**Taux d'exécution** : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

**Taux de réalisation** : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

**Trésorerie** : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.